

Nous apportons notre plein soutien aux collègues du lycée Maurice Utrillo de Stains mobilisés pour dénoncer les violences sexistes, sexuelles et racistes subies par leurs élèves au sein de leur établissement.

Nous considérons qu'il relève de notre mission de service public, et du devoir de l'institution, de protéger les élèves contre ces violences qui portent gravement atteinte à leur dignité et à leur intégrité. Nous estimons qu'il incombe au rectorat de lutter contre ces discriminations et ces violences, en garantissant l'écoute et la prise en compte de la parole des élèves victimes comme de celle des personnels lanceurs d'alerte.

Nous demandons, par conséquent, que l'enquête administrative en cours se concentre exclusivement sur les faits dénoncés et les violences commises. Il serait incompréhensible et révoltant qu'elle puisse, directement ou indirectement, viser les personnels ayant signalé et dénoncé ces discriminations et ces agressions juridiquement répréhensibles. Ce ne sont pas les personnels qui alertent qui doivent être mis en cause, mais bien les faits graves qu'ils ont eu le courage de dénoncer. Toute incrimination des personnels engagés dans leur signalement constituerait une pression inacceptable et une dérive grave. Une telle inversion des responsabilités serait non seulement injuste, mais aussi de nature à dissuader toute parole et à entretenir le silence autour de ces violences.

Nous restons mobilisés aux côtés des personnels et des élèves du lycée Utrillo et nous appelons à ce que toute la lumière soit faite sur les faits signalés. Nous exigeons également que des mesures concrètes soient mises en œuvre afin de garantir la sécurité et la protection des élèves.

Des personnels mobilisés du lycée Blanqui de Saint-Ouen